

Promouvoir la médiation pour un meilleur système judiciaire

Ummey Kulsum

Secrétaire adjointe, division du droit et de la justice, ministère du Droit, de la justice et des affaires parlementaires, gouvernement du Bangladesh

Le préambule de la Constitution du Bangladesh a pour ambition l'établissement d'« une société où l'État de droit, les droits humains fondamentaux, la liberté, l'égalité et la justice – politique, économique et sociale – sont assurés pour tous les citoyens ». Le judiciaire, l'un des trois pouvoirs constituant la force étatique, est chargé d'administrer la justice. Le rôle des juges est d'assurer le fonctionnement effectif de la justice d'une manière équitable et abordable pour tous. Pour remplir ce rôle, les juges sont censés avoir la capacité et les moyens de comprendre, d'appliquer et de faire respecter le droit en appliquant rigoureusement les lois. Dans une perspective de consolidation et d'amélioration du système judiciaire, les juges doivent pouvoir se former tout au long de leur carrière.

La JICA, en collaboration avec la division du droit et de la justice du Bangladesh, a assuré la formation des officiers de justice bangladais au Japon sur les modes alternatifs de règlement des litiges (MARL) afin de réduire l'immense retard des jugements. La JICA envoie également des experts juridiques du Japon pour mener des programmes de formation au sein de l'Institut de formation sur l'administration judiciaire du Bangladesh ; contribue à l'organisation de séminaires et d'ateliers de sensibilisation sur les MARL ; et aide à préparer et mettre à jour des modules de formation sur la médiation pour les juges et les médiateurs. Trois groupes de 15 juges ont suivi une formation au Japon chaque année. Le Bangladesh a organisé la formation de 180 juges sur les MARL dans l'Institut de formation sur l'administration judiciaire. En outre, la JICA a organisé trois sessions de formation au Bangladesh pour transmettre l'expertise juridique du Japon à 120 juges bangladais. Ces activités ont permis d'accroître



considérablement la connaissance des MARL par le biais de la médiation. Cette formation sur les « meilleures pratiques » du Japon contribue à réduire l'énorme arriéré d'affaires tout en fournissant aux personnes vulnérables du Bangladesh un accès équitable et abordable à la justice.

La coopération technique actuelle sur les MARL a obtenu des résultats très encourageants. Les juges stagiaires ont l'occasion de s'informer sur le fonctionnement pratique des MARL au Japon et ils sont très impressionnés par le taux de réussite de ces mécanismes judiciaires. En augmentant le nombre de juges qui peuvent suivre cette formation, je suis convaincue que l'impact pourrait être considérablement plus fort. À plus long terme, la division du droit et de la justice souhaite travailler avec la JICA

sur la mise en place de centres de règlement extrajudiciaire des litiges dans les principaux districts du pays, ce qui pourrait alléger considérablement la charge de travail des tribunaux. Enfin, des bourses pour passer des diplômes universitaires – tels que des diplômes spécialisés de troisième cycle (LLM) et des doctorats sur les questions juridiques émergentes – dans les grandes universités japonaises contribueront grandement à la consolidation du système judiciaire du Bangladesh dans un avenir proche.

Profil :

Ummey Kulsum est titulaire d'un Bachelor of Laws (LL.B) de l'Université de Chittagong. Elle est fonctionnaire depuis 1994, et actuellement secrétaire d'État à la division du droit et de la justice du ministère du Droit, de la justice et des affaires parlementaires. Elle travaille avec la JICA depuis 2017, et sert de point focal au sein du comité des ODD de la division du droit et de la justice.